

L'INTELLECTUEL ALGÉRIEN AMINE ZAOUI INTERPELLE LE PRÉSIDENT TUNISIEN

«Il ne faut pas transformer l'interdit d'hier en haram d'aujourd'hui»

Le président tunisien Moncef Marzouki a entamé, hier dimanche, sa visite officielle de deux jours en Algérie, la première d'un chef d'Etat tunisien depuis la chute de Ben Ali. Un homme de gauche qui se retrouve à la tête d'un pouvoir dominé et entièrement contrôlé par les islamistes, est-il une garantie pour la Tunisie pour éviter le péril intégriste ?

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)
- Cette problématique, Amine Zaoui, ancien directeur de la Bibliothèque nationale et illustre homme de culture algérien, la posait, à sa manière, devant le président tunisien, hier dimanche, à l'occasion d'une cérémonie organisée en son honneur par le quotidien *Echourouk* à la Maison de la presse de Kouba, à Alger.

Dans une remarquable intervention, prononcée devant une salle où on comptait de nombreuses personnalités algériennes et tunisiennes, Amine Zaoui dira tout haut ce que tout le monde pense tout bas. «Excellence, Monsieur le Président, autant nous sommes fiers de la révolution tunisienne, autant nous

avons peur pour la Tunisie.» Ceci lancé, l'écrivain précisera le fond de sa pensée en ajoutant : «Il n'y a pas de révolution sans la culture. Il n'y a pas de révolution sans le beau ! Il n'y a pas de révolution sans la femme !» Dans son style fouillé d'intellectuel accompli, Zaoui invitera son auguste interlocuteur à revisiter l'histoire de la culture et de la civilisation du Grand Maghreb, à l'assumer telle quelle, à la promouvoir. Les allusions aux dérives sporadiques des islamistes tunisiens depuis quelques mois étaient déjà suffisamment claires dans le propos de l'écrivain. N'empêche, il mettra le doigt là où ça fait mal. Félicitant Marzouki de ce que la culture et l'intellectuel tunisien soient enfin libé-



Moncef Marzouki.

rés de la domination et de l'oppression de la dictature, Zaoui mettra en garde : «Il ne faut pas que la culture se libère de l'interdit pour être enfermée dans l'illicite.» Cette phrase à

elle seule résume bien les défis qui attendent la Tunisie. Marzouki l'admet aisément d'ailleurs lorsque, prenant la parole, il commence par reconnaître en effet : «Nous

sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. La révolution tunisienne va-t-elle déboucher sur l'anarchie ? Va-t-elle, au contraire, déboucher sur quelque chose qui fera de la Tunisie un véritable modèle démocratique ?

C'est ce que nous voulons et ce défi, nous allons le relever. Nous allons rendre à la Tunisie le sens de la culture, le sens du beau (...) Oui ! Je te rassure, mon frère, le peuple tunisien est en mesure de relever ce défi.»

La générosité de cet ancien militant de gauche, qui a été un infatigable promoteur des droits de l'Homme durant des décennies d'opposition dans l'adversité contre les régimes Bourguiba puis Ben Ali, saura-t-elle suffire face à la furie islamiste d'Ennahda qui contrôle déjà la réalité du pouvoir en plus de la rue ? Il faut dire que l'affaire Nessma TV, par exemple, atténue nettement cet optimisme...

K. A.

DES PATRONS ALGÉRIENS ET TUNISIENS EN FONT LEUR CHEVAL DE BATAILLE

Pour un espace économique maghrébin

Les opérateurs économiques tunisiens, du moins ceux regroupés au sein de la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie, mise sur pied il y a seulement 5 mois, et leurs homologues algériens de la Confédération algérienne du patronat veulent tourner la page des ex-régimes politiques de la région, plaidant pour un espace économique commun.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - La révolte qui a eu raison de dictateurs de pays voisins et du monde arabe plus généralement ne se doit pas de rester sans éléments accompagnateurs, à défaut de l'avoir devancée, notamment économiques, à même de constituer ce rempart sûr contre ces soulèvements sanglants, à travers la création d'emplois, de richesses et davantage de plus-values.

C'est là la conviction d'opérateurs économiques algériens et tunisiens qui, au-delà de plaider pour l'instauration d'un espace économique, se font les avocats d'une refonte totale des relations économiques entre les deux pays. Des relations en dents de scie en raison, notamment, d'un climat de confiance considérablement altéré et d'une communication aléatoire qui n'a pas été souvent régulière. Et la visite, ce dimanche, du président tunisien en Algérie a été l'occasion pour les patronats des deux

pays voisins de mettre les premiers jalons d'un renouveau désormais basé sur la confiance, le bon voisinage et la réciprocité. Et à Tarek Chérif, président de la Conect, de regretter, lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Sofitel d'Alger, la faiblesse des échanges entre les deux pays voisins que tout rapproche a contrario de ce qui prévaut en Afrique de l'Ouest, en Asie, en Europe ou encore en Amérique, comme pour mettre le doigt sur l'urgence de tout revoir. Comment ? A travers, dira-t-il, la suppression des barrières, aussi bien administratives que douanières. Il est inconcevable que des produits tunisiens et algériens soient soumis à des tarifs douaniers beaucoup plus élevés quand il s'agit de traverser la frontière des deux pays que ceux des autres pays comme ceux de l'Union européenne, argumentera Tarek Chérif qui plaidera pour une meilleure fluidité entre les deux pays et ce, dira-t-il, à travers la revue des législations et le changement de mentalités.

Son vis-à-vis de la CIPA, Boualem M'rakech, abondera dans le même sens en affirmant sa préférence pour une action complémentaire par secteur dont les quelques résultats déjà enregistrés sont certes loin du compte «mais pas de nature à nous faire désarmer», dira-t-il. Plus qu'un choix, le travail main dans la main est une obligation pour faire face aux regroupements régionaux, voire sous-régionaux. Les deux orateurs trouvent anormal que l'Algérie exporte la tota-

lité de son phosphate en brut au moment où le voisin tunisien le fait à près de 70% transformé. Ceci pour montrer un bel exemple de complémentarité dans ce secteur qui n'induirait qu'une bien meilleure plus-value aux deux pays aux côtés de bien d'autres, à l'image des produits manufacturés ou encore le tourisme. Et pour rester dans ce secteur, Anis

Jaziri, le conseiller économique du président tunisien, présent à cette rencontre, n'y est pas allé par trente-six chemins pour inviter les Algériens à se rendre aussi nombreux comme jadis dans son pays, où, dira-t-il, en dehors de cas isolés d'agressions, la situation et l'ambiance sont les mêmes que ce qui prévalait avant la révolution. Reprenant la parole,

M'rakech tiendra à dire que ce qu'entreprennent les patrons des deux pays n'est qu'un élément déclencheur, la décision étant du ressort des autorités des deux pays dont les pourparlers, hier, entre les deux présidents devaient certainement aborder cette doléance et ce désir d'aller de l'avant, main dans la main.

M. K.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE L'AFFIRME

Aucun projet d'investissement privé n'est en suspens

Aucun projet d'investissement privé n'est bloqué au niveau du Conseil national de l'investissement (CNI). Tous les dossiers «ont été examinés au CNI» et aucun projet d'opérateur privé n'est en suspens ou soumis à des règles non écrites, a affirmé hier le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'investissement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et en marge d'un forum d'affaires algéro-serbe, Mohamed Benmeradi réagissait, certes tardivement, aux déclarations du président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, qui avait évoqué l'exis-

tence de telles règles au détriment de l'entrepreneuriat et de l'investissement privés.

A contrario, Mohamed Benmeradi met en avant «la transparence» dans la gestion de ce dossier, comme il affirme que les opérateurs privés ne sont pas tenus de se conformer obligatoirement à la règle des 49/51 qui régit l'investissement étranger. Et d'autant, relève le ministre de l'Industrie, que ce sont les investisseurs étrangers qui souhaitent la participation d'opérateurs privés dans leurs projets et que lesdits projets sont ouverts aux opérateurs nationaux tant publics que privés avec la participation notable du Fonds national de l'investissement.

Et dans la mesure où les opérateurs privés algériens peuvent puiser dans l'enveloppe de 4 milliards de dollars

consacrée par les pouvoirs publics pour la mise à niveau. Auparavant, Mohamed Benmeradi avait affirmé la disponibilité du gouvernement à accompagner les projets d'investissement et de coopération serbes, dans le cadre de partenariats multiformes. Ainsi, il a invité les hommes d'affaires de ce pays à participer au programme quinquennal de développement et à bénéficier d'un «dispositif d'encadrement très attractif». Et dans le contexte où le problème des garanties bancaires qui freine la coopération bilatérale peut être résorbé par le développement d'un système d'intermédiation, selon le ministre serbe de l'Economie et du développement régional, Nebosja Ciric, qui a également évoqué la disponibilité de son pays à faciliter la délivrance des visas professionnels.

C. B.

COOPÉRATION ALGÉRO-SERBE

Sellal encourage la création de sociétés mixtes

Le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, encourage la création en Algérie de sociétés mixtes algéro-serbes, en vue de booster la coopération bilatérale et le partenariat «gagnant-gagnant».

Une solution selon Abdelmalek Sellal qui a, conjointement avec le ministre serbe de l'Economie et du Développement régional, Nebosja Ciric, ouvert hier à la résidence El Mithak, les travaux de la 19^e session de la commission mixte algéro-serbe, de coopération économique, scientifique et technique.

Dans la mesure où ces sociétés, de droit algérien, pourront ainsi participer aux appels d'offres en bénéficiant de la préférence nationa-

le de 25%, et pouvoir surmonter les contraintes d'ordre bancaire notamment. Et cela même si l'officiel serbe qui prône le transfert de savoir-faire serbe estime que ces questions «ne posent pas problème dans l'absolu». En ce sens, et à même de renforcer une coopération politique «très bonne» et des échanges commerciaux en «constante amélioration», selon les deux co-présidents, des créneaux porteurs sont déjà identifiés. Notamment l'étude et la

réalisation d'ouvrages hydrauliques où une société mixte pourrait voir le jour entre la société serbe Hydrotecnica et son homonyme algérienne, mais aussi l'industrie agricole, où des projets ont été déjà impulsés dans le domaine du stockage frigorifique, la science vétérinaire et la pharmacie. Voire dans le domaine de la surveillance et protection des installations hydrauliques. Et des créneaux d'investissements potentiels ou en cours également discutés lors du Forum des chefs d'entreprises des deux pays, organisé hier après-midi au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). Ouvert par les deux coprésidents

de la 19^e commission mixte ainsi que par le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'Investissement, Mohamed Benmeradi, ce Forum a vu la participation d'une vingtaine d'institutionnels et entrepreneurs serbes. A noter que les travaux de cette commission mixte seront clôturés aujourd'hui en fin de journée par la signature de P-V de coopération et de partenariat. Comme l'évoque par ailleurs la célébration en commun du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

C. B.